

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MERCREDI

3

DÉCEMBRE

1975

N° 50

1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

les "neuf" à Rome LA DESUNION DE L'EUROPE

Hier soir, la conférence de Rome était manifestement devant une impasse ; un accord ne pouvait pas se dessiner sur les exigences de la Grande-Bretagne, alors que la conférence Nord-Sud devrait se tenir prochainement.

Le Conseil Européen de Rome n'a pas la même signification selon qu'on se réfère au sens que tenait à lui donner Giscard ou à ce que sont réellement ses travaux. Le gouvernement français insiste lourdement depuis quelque temps sur l'avancée actuelle et les perspectives de l'unité politique de l'Europe. Dans quel but et qu'en est-il en fait ?

Giscard est très fier du succès de son initiative qui proposait la réunion périodique des chefs de gouvernement pour débattre des grands problèmes de l'Europe. Puisque la rencontre de Rome est la 3ème du genre, il en conclue avec insis-

tance sur les progrès de l'unité politique européenne. Ce point de vue, qui n'est pas adopté aussi nettement par ses partenaires, lui est personnellement nécessaire pour servir, pour affirmer en France même son projet politique.

Avoir des idées «prestigieuses» sur l'Europe peut l'aider à masquer l'usure de son visage «libéral». Les quelques réformes «sociales» sont bien réduites à l'oubli avec l'exercice d'une répression policière sans cesse confirmée contre les travailleurs en lutte et contre les mouvements autonomistes. Un pas très important vient même d'être franchi en utilisant la cour de Sécurité de l'Etat contre de jeunes appelés du contingent. Alors Giscard ne parviendra pas à rappeler sa façade «libérale» en utilisant la décision d'élire un parlement européen au suffrage universel.

suite page 4

15 appelés à la Cour
de Sécurité de l'Etat

BRISONS LA CAMPAGNE DE SILENCE CONSTRUITE AUTOUR DES SOLDATS EMPRISONNES

voir page 4

JOURNEES DU 2 DECEMBRE

"contre le chômage et la misere preparons l'offensive ouvriere"

scandaient les travailleurs hier dans la rue

Au début de ce mois de décembre, de multiples luttes se développent : la répression de la bourgeoisie ne fait que renforcer l'offensive des travailleurs. A Furnon (St Chamond), les ouvriers font face aux coups de feu de la direction et renforcent la grève pour les 200 f. Contre le chômage, les travailleuses de CIP Bailleul balaient l'isolement en continuant leur «tour de France». Les manifestations d'hier ont montré aussi nettement la volonté des travailleurs de développer l'action : ceux de Saint-Gobain (Orléans) recevant le soutien des cheminots, et les ouvriers de Paris-Rhône, celui de Brandt, des Câbles de Lyon scandant «P«C»F trahison, une seule solution la révolution !». Enfin, à Paris, pendant la manifestation, de nombreux travailleurs dénonceront «le chômage et la vie chère», décidés à ne pas en rester là : Oui, l'heure est à l'offensive ouvrière !

voir page 3 et 5



la libéralisation de Juan Carlos : PLUSIEURS DIZAINES DE SYNDICALISTES ARRÊTÉS

Aujourd'hui, on apprend simultanément la libération d'un des plus grands escrocs de l'Espagne franquiste, le principal inculpé du scandale Matesa (fraude sur des crédits d'aide à l'exportation) et l'arrestation dimanche dernier d'une vingtaine de militants des syndicats clandestins de Biscaye, arrestations qui ne sont sans doute pas sans rapport avec les projets de grève générale dans la région à partir du 1er décembre, ainsi que de nombreuses autres arrestations : à Madrid,

à Barcelone, Saragosse (9 étudiants) et Pampelune (lors d'une manifestation).

M. Torcuato Fernandez Miranda vient d'être nommé président des Cortès, en remplacement de Valcarcel dont le mandat arrivait normalement à expiration fin novembre. Cette nomination devait être faite avant l'échéance du 6 décembre, par le Conseil du Royaume. Qui est M. Miranda ? Il s'agit d'un juriste, ancien pro-

fesseur, qui n'est pas un nouveau venu dans la scène politique franquiste, puisqu'il a présidé le gouvernement par intérim après l'exécution de Carrero Blanco, en décembre 73 et début 74. C'est à dire juste avant la nomination d'Arrias Navarro et les premières tentatives de «libéralisation» avortées en février 74. D'autre part, ce Miranda a été précepteur du roi et de surcroît son ami personnel, ce qui fait de lui un homme tout dévoué à Juan Carlos.

suite page 8

la vie du journal

ECHO DES ENTREPRISES

CHEZ LES TRAVAILLEURS DE PHYSIQUE NUCLEAIRE DE LA FAC D'ORSAY

A la Fac d'Orsay, il y a chez les travailleurs un ras-le-bol évident par rapport aux méthodes de gestion du PCF qui tient tous les leviers de commandes. Pour eux qui ont fait aussi l'expérience de la prose trotskiste qui vous ramène toujours dans le giron du PC, le Quotidien du Peuple, cela représente la possibilité d'autre chose. Une vingtaine de travailleurs, électroniciens, techniciens, serurriers, mais aussi chercheurs le lisent régulièrement. Chez ces gens-là, le «ras-le-bol du PCF» prenait parfois la forme d'une attitude anti-syndicale. Je me suis servi du Quotidien du Peuple, pour organiser avec eux un débat, sur le syndicalisme révolutionnaire, qui a ouvert des perspectives de lutte. Leurs expériences politiques nombreuses depuis 68 les rendent exigeants par rapport au journal. Une question importante qu'ils posent, c'est celle de savoir d'où vient l'information et comment on la traite. Dans tel ou tel pays a-t-on un correspondant ? Quel est son travail ? Dans quelle mesure utilise-t-on les sources bourgeoises d'information ? Est-ce qu'il n'y a pas le danger de prendre dans l'information uniquement ce qui nous intéresse ? Comment sommes-nous arrivés par exemple à nous forger notre position sur l'Angola ? Ils attendent du Quotidien davantage d'explications par exemple, sur la politique extérieure de la Chine.

communiqués

SIONISME ET APARTHEID :

UN MEME RACISME
Conférence - débat
Organisée par les étudiants de la Maison des Mines
Mercredi 3 décembre à 20 h 30
270 rue St Jacques Paris 5^e

ROUEN :

8^e jour de grève de la faim pour trois stagiaires de la FPA de Rouen à la suite de leur exclusion après une lutte dans le centre.
Tous à la manifestation le mercredi 3 décembre à 16 h 30 devant le centre de FPA.
Une conférence de presse où seront représentés différents centres de FPA de France, est convoquée le jeudi 4 décembre à 18 h, à la Chapelle-du-Madrier, Saint-Etienne du Rouvray dans la banlieue de Rouen.

A l'occasion du 31^e anniversaire de la libération de l'Albanie les amitiés franco-albanaises organisent un grand meeting

vendredi 5 décembre à 20 h 30, salle de la Mutualité (5^e)
métro Maubert-Mutualité

Sous la présidence du professeur Milliez, et avec la participation de son excellence, Monsieur l'ambassadeur de la RPA en France. Films inédits, panneaux, vente d'artisanat, exposition de caricatures albanaises. Interventions sur : le contrôle ouvrier, la culture et l'art ; la politique étrangère de la RPA.
Participation aux frais : 5F

DANS NOTRE COURRIER

DANS LE MÉTRO... pris sur le vif.

20 heures, dans le métro, direction gare Montparnasse.

Ils sont là, une vingtaine, la coupe de cheveux encore fraîche, autour de la «quille». Zéro au jus ! Toute la voiture du métro participe à la joie des soldats. On chante des chansons en breton où les seuls mots français sont Debré, Marcellin, CRS... Les gars disent : «finie l'armée, maintenant le chômage, on est resté des prolétaires, on va lutter là-bas en Bretagne». On chante la chanson de Gilles Servat ; «on manque toujours de prolétaires !»

Comme dit Bigeard, c'est une poignée d'agitateurs étrangers qui troublent l'armée !
F.T. de Paris

Le quotidien du peuple
AU COEUR DES LUTTES POPULAIRES
UN JOURNAL
FAIT PAR CEUX QUI LUTTENT
POUR CEUX QUI LUTTENT
UN DEBAT PERMANENT
POUR LA VERITE

NOUS SUIVONS LE QUOTIDIEN DU PEUPLE DEPUIS SA PARUTION

Nous suivons le Quotidien pratiquement depuis sa parution, et c'est formidable. Pour qu'il puisse continuer à paraître, nous vous envoyons un peu d'argent, et nous comptons en

envoyer un peu comme ça chaque mois.

Les derniers articles sur «les travailleurs et la crise» sont très bons, notamment celui où il y avait une carte des luttes en France, c'est une très bonne idée. D'autre part, nous trouvons qu'il manque des articles de ce genre sur les paysans.

Je travaille cette année à faire des traductions sur l'acupuncture pour une association d'acupuncture. Et un jour, je vous enverrai quelque chose là-dessus.

Il pourrait peut-être en sortir quelque chose comme les articles que vous faites sur la médecine, et qui sont très bien.

Cette avant dernière page (médecine, TV...) est très importante - je crois que c'est celle que les gens lisent le mieux. En effet, le Quotidien est le seul journal où l'on trouve quelque chose comme ça, et elle est vraiment simple et agréable. Voilà ! Bravo à tous et que ça continue !

P.T. Aix-en-Provence

LES JEUNES DE LA J«C» SE SONT VUS OBLIGÉS DE NOUS CÉDER LE MICRO

L'autre jour, la J«C» appelait à un rassemblement sur les

libertés devant notre lycée. A 13h, les J«C» intervenaient à une dizaine avec une voiture sono. Seuls une cinquantaine de lycéens étaient là... Nous sommes intervenus à plus d'une vingtaine, militants de l'UCJR et du Comité de Mobilisation Lycéen de notre lycée, avec des panneaux dénonçant les agressions du P«C»F contre le cortège du FRAP et de l'ETA à Paris, et contre les diffuseurs du Quotidien du Peuple, lors de la manif du 4 octobre, dénonçant l'attitude des révisionnistes vis-à-vis des révolutionnaires et des militants du PCR et dénonçant le comportement des J«C» et de l'UNCAL dans notre lycée. (arrachage systématique des affiches du Quotidien ou du Comité de Mobilisation - pratiques sectaires, anti-démocratiques, contre révolutionnaires).

Dès lors, les jeunes révisionnistes se sont vus obligés de nous céder le micro. Alors par de nombreuses interventions, nous avons exposé aux lycéens les manœuvres de l'UNCAL et de la J«C» lors du mouvement contre la réforme Haby et lors des actions de cette année, impulsées par le Comité de Mobilisation.

Chaque fois les J«C» ont fui les réponses et se sont bornés à nous inviter à leur rassemblement sur les libertés. La véritable nature du P«C»F et de la J«C» a été clairement dévoilée par cette action qui nous a permis également d'engager les discussions avec des militants de l'UNCAL et de la J«C» que dégoûtent ces pratiques du P«C»F ou de la J«C».
Corr. UCJR Blois

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 paris
de 8 h. 30 à 13 h.

IL N'Y EN A PLUS.

Hier, lundi, c'était le dernier jour pour la vignette auto. Au bureau de tabac, nous sommes plusieurs à attendre. «Si c'est pour des moins de 5 CV, il n'y en a plus». Seul, le monsieur à la DS, garée devant la porte, reste. Deux, trois... huit tabacs : pas de vignette pour les moins de 5 CV !

«Mais mon fils m'a dit qu'il pouvait encore en acheter aujourd'hui. Avec son travail, il ne peut pas... vous comprenez» insiste cette vieille dame, son panier à provisions à la main. Non, le gérant ne comprend pas. «Rue Paganini, deuxième à droite jusqu'au carrefour, puis troisième à gauche». Deux kilomètres. La vieille dame pose son cabas, visiblement, elle prend son souffle, puis d'un pas lent, résolument elle se dirige vers la perception. Car la vignette, c'est bien un impôt ! Au fait, à quoi sert la vignette ? N'est-ce pas pour venir en aide aux vieux ?

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de publication :
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

pour un douze pages six jours sur sept
RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS

je souscris

10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession.....
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75 924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

gagnons la bataille de la diffusion

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple - service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie
(nom précis de la librairie)

au kiosque
de Monsieur rue n° ville

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt (nombre)

FRONT ROUGE N° 2 NOUVELLE SÉRIE
organe central du PCR (ml)
est sous presse LE NUMÉRO 5 F
Passez vos commandes
FRONT ROUGE - BP 161 75 864 PARIS CEDEX 18
CCP 31 291 14 La Source

"ponia, on est là ta reforme ne passera pas !"

10 H. aux Invalides ; les travailleurs de la Fonction Publique et de la Santé dépendant de la Ville de Paris manifestent en direction de l'hôtel de Ville, contre le projet de nouveau «statut du personnel» actuellement en discussion au parlement. Un peu plus de 4 000 manifestants (dont environ la moitié du secteur Santé-Social) refusaient le «projet scléroté», le «statut de misère et de répression» qui remet en cause toute une série d'avantages acquis (taux de Sécurité Sociale, temps de congés des travailleurs Antillais-Guyanais, droits syndicaux) et qui vise à diviser les personnels : création de nouveaux «grades» intermédiaires parmi les ouvriers, perte d'avantages pour une partie d'entre eux (la

retraite ramenée à 60 ans, alors qu'ils bénéficiaient jusque là de départs à 55 ans : bel exemple, au moment où Durafour parle «d'abaissement de l'âge de la retraite» !... Voilà ce qui pro-

voque la colère des travailleurs, notamment de l'Assistance publique ! En guise de diversion à la juste revendication, on pouvait entendre le P«C»F tenter d'imposer dans

les cortèges CGT des Pompes Funèbres ou de la Préfecture de Paris, leurs mots d'ordre «Nouveau statut, non : Oui à un maire élu pour Paris !».



Si les directions syndicales aux mains des partisans du Programme Commun réussissent à imposer à la manifestation un arrêt d'une dizaine de minutes devant l'Assemblée Nationale (le temps d'être rejoints par des «élus communistes», banderole déployée) par contre, l'étalage d'écharpes tricolores, arborées par les parlementaires du P«C»F à la fin du cortège, sur les marches de l'Hôtel de Ville, souleva une bonne volée de sifflets (venus des rangs des travailleurs, particulièrement des syndicalistes des Hôpitaux tels A. Paré et R. Poincaré...) Un vieil ouvrier d'entretien de l'AP disait : «ceux-là sont comme les coucous qui viennent faire leur nid dans la lutte des autres !»

SIEMENS (Haguenau) NON A LA DÉQUALIFICATION

Suite à l'entretien que vous avez eu avec H. Schumayer, nous vous confirmons que votre contrat de travail se trouve modifié comme suit :

- Ancienne classification : Ouvrière Professionnelle 1/31
- Nouvelle classification : Ouvrière Spécialisée 2/42

La nouvelle classification prend effet au 1er octobre 1975.

Les autres conditions de votre contrat restent inchangées.

Pour la bonne règle, nous vous demandons d'avoir l'amabilité de nous retourner la copie ci-jointe de cette lettre revêtue de la mention manuscrite "lu et approuvé" et signée.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

SIEMENS S.A.

[Signature]

[Stamp: Syndicat des travailleurs de Siemens - Haguenau]

Le 26 novembre, les travailleurs de Siemens à Haguenau, se mettaient en lutte pour riposter contre les réductions d'horaires imposées par la direction, à 24 H. Leurs revendications :

- retour à l'horaire normal pour décembre,
- compensation complémentaire de 3 F par heure chômée,
- rappel de la compensation pour les heures déjà chômées, etc...

Devant ce premier avertissement, la direction décidait de déqualifier 15 ouvriers, suite aux restructurations envisagées. Une ouvrière se voyant passer de la qualification OP à OS, a refusé et s'est vu licencier. Mais déjà les ouvriers sont prêts à riposter. Non, nous ne ferons pas les frais des restructurations capitalistes !

Malgré la mobilisation insuffisante et la séparation des luttes entretenue par l'Union de la gauche (beaucoup d'hospitaliers, par exemple, ne participèrent pas à la manifestation inter-professionnelle de l'après-midi, parce que cantonnés dans leurs hôpitaux par des assemblées laissées sans perspectives par les directions syndicales réformistes) les travailleurs ne se sont quittés qu'à regret, scandant «ce n'est qu'un début...» et «Nous voulons, nous aurons satisfaction !»

Stéphane RAYNAL

WATTRELOS : le tour de France des CIP

A Wattrelos, se tenait dernièrement un meeting CFDT pour accueillir la délégation des ouvrières de CIP BAILLEUL, effectuant leur tour de France. Malgré le manque total de mobilisation syndicale, c'est près d'une centaine de personnes qui seront présentes : ouvrières de la Lainière, de Kuhlmann, de Dannel et Elipo, de Sarvyl. Une ouvrière de CIP interviendra pour faire l'historique de la lutte. Le débat portera sur la question de comment aujourd'hui faire reculer la bourgeoisie, telles les questions : «Quelles sont aujourd'hui les difficultés ?» «Que va-t-il se passer à CIP, quand les stocks seront épuisés ?» Une chose est déjà acquise pour les ouvrières de CIP, «il faut sortir des usines, il faut populariser les luttes». Une ouvrière de l'usine Desombe, à Lille, actuellement occupée, parla des obstacles dressés par la bourgeoisie, notamment la répression systématique.

Comment gagner ? «Il ne faut pas attendre les journées nationales d'action, il faut les devancer, chaque jour ce doit être une action» dira un ouvrier. Contre le chômage, les bas salaires, comment faire reculer la bourgeoisie, quelle riposte adopter ? Telles furent les questions. A la fin du meeting, un ouvrier dira : «Il manque une stratégie d'ensemble à la classe ouvrière ; il faut une offensive globale, pas des luttes dispersées. Quant au programme commun, moi, je le dis, c'est vraiment insuffisant».

corr. Wattrelos

Furnon (Saint-Chamond) RIPOSTE A LA RÉPRESSION PATRONALE

Les travailleurs de l'entreprise Furnon (mécanique générale) sont en lutte avec occupation depuis le 5 novembre, dans les localités de Lhome et de Varizelle (Loire). Les revendications, multiples, viennent en riposte contre la surexploitation que les ouvriers subissent depuis des années. Qu'on en juge :

- paiement des heures supplémentaires,
- 200F uniformes pour tous,
- primes d'insalubrité et de transport,
- amélioration de la sécurité et de l'hygiène.

Pendant des semaines, la direction a refusé de céder, puis vendredi, elle acceptait de «négocier». Mais ce ne sera qu'une nouvelle manœuvre grossière. Prétextant un manque de commandes, elle envisage de licencier 40 ouvriers, pour la plupart immigrés et même de déposer le bilan. Ces décisions ne sont en fait que du chantage pour faire plier les ouvriers, la direction n'ayant pas du tout l'intention de fermer, mais, dit-elle, «d'assurer la paix sociale».

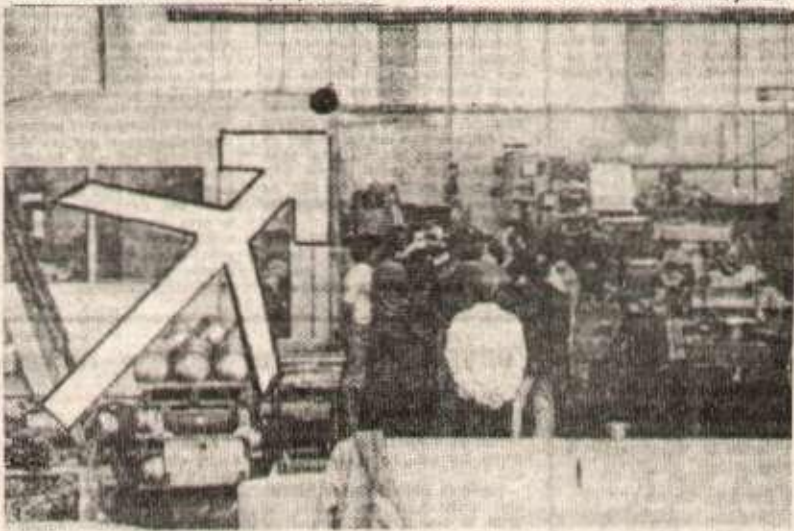
Cela ne marchant pas, elle tente de justifier la répression par le canal des journaux locaux complaisants. «Je ne veux pas discuter avec des gens, qui en position d'incendiaires, veulent jouer aux pompiers !» Mais la seule riposte à la répression, c'est d'étendre le mouvement, de renforcer le rapport de force : le soutien financier s'engage dans toute la vallée

du Gier : à Creusot Loire, aux Forges Stéphanoises, plusieurs centaines de milliers de francs ont déjà été recueillis.

Ce week-end, la direction, acculée, prend de nouveaux moyens, faisant attaquer le piquet de grève, blessant un ouvrier. De plus avec la maîtrise, elle tente de pénétrer dans les locaux, puis devant l'échec installe un 2^e piquet de

Ce que ne peut accepter la direction, c'est que les travailleurs refusent de faire les frais de ses «difficultés» et qu'ils mettent en échec ses tentatives d'instaurer «un climat social serein» à l'aide de syndicats maisons et d'hommes de main venus de Peugeot et connus pour leur activité anti-grève.

Ce ne sont pas les pleurnichements des directions syndi-



La flèche en blanc indique la trajectoire de la balle qui passa très près de la lampe posée sur l'angle supérieur du toit du bureau et ressortit par l'autre baie vitrée.

grève pour assurer «la liberté du travail». Mais la lutte se renforce, alors la direction va plus loin : ce week-end, des individus en voiture tirent sur les grévistes. Les ouvriers ne plient pas : au contraire, la solidarité se renforce partout, dans les usines de la région, les travailleurs sont prêts à la riposte.

cales et des partis de gauche, disant «seule la négociation est de nature à mettre fin à tous les conflits» qui permettent la victoire. C'est avant tout la riposte, pied à pied aux manœuvres de la direction, la construction d'un rapport de force. Les travailleurs sont bien décidés à le construire.

Richard FEUILLET

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE : 8% DES SALARIÉS INSCRITS AU CHÔMAGE

Le chômage dans le département de la Loire, ne fait que se développer. En octobre, c'était 17 530 chômeurs qui étaient recensés. Les offres, elles, se limitent à 903 ! Mais ce n'est pas tout, le patronat local, craignant des luttes trop importantes, multiplie le chômage partiel : 10 460 travailleurs en sont victimes avec les baisses de salaire qui suivent. Uniquement dans la métallurgie, c'est 5 000 licenciements qui se sont faits. Les restructurations textiles continuent, mettant à la rue, des centaines de travailleurs. C'est cela, la relance de Giscard !

DÔLE : MANIFESTATION CONTRE UN CRIME RACISTE

Dans la nuit de samedi à dimanche, à 3 H, un travailleur immigré, Mohammed Daoud, 25 ans, ancien ouvrier d'Idéal-Standard, maintenant au chômage, a été assassiné alors qu'il entrait dans une boîte de nuit à Dôle. La boîte est connue comme étant interdite aux étrangers selon la bonne volonté du patron. C'est alors qu'il rentrait dans la boîte avec des amis marocains que Mohammed a été tué de sang-froid par le portier-videtur, ancien CRS. Cet ancien flic, Jacky Petite, n'en est pas à son premier coup, il a été condamné en 72 à 10 ans de prison pour meurtre et a été libéré après trois ans pour soi-disant «bonne conduite». Le patron de la boîte, et deux de ses employés arrêtés n'ont avoué qu'à 9 H l'existence du troisième employé assassiné : pendant ce temps-là, il a eu largement le temps de s'enfuir avec la complicité d'une autre personne. En apprenant la mort de leur camarade, les Marocains de Dôle, qui sont nombreux dans cette ville, employés en majorité à Idéal-Standard, se sont réunis pour payer le rapatriement du corps et organiser la riposte. Une manifestation est prévue pour protester contre ce crime raciste. Une plainte a été portée par les amis de la victime. Les Marocains de Dôle ont bien l'intention de montrer qu'ils ne vont pas laisser passer ce crime sans rien faire, sinon, comme ils le disent, c'est la porte ouverte à d'autres assassinats.

LA «GAUCHE» ET LA GRÈVE DES CAISSES D'ÉPARGNE

Dans les Bouches-du-Rhône, l'Union de la Gauche s'y entend pour briser la lutte des Caisses d'Épargne. Les travailleurs des Caisses d'Épargne sont en lutte depuis le mercredi 12 novembre par grève reconductible de 24h et on peut lire dans la «Marseillaise» (journal local du P«C»F) de dimanche 30 novembre une publicité : «Caisse d'Épargne des Bouches-du-Rhône : à titre exceptionnel, la caisse centrale et les bureaux urbains de Marseille (non touchés par la grève) ouvriront normalement lundi 1^{er} décembre 1975, il en sera de même pour les succursales d'Arles, d'Aubagne et de Gardanne». On pouvait lire le même genre d'annonce dans le «Provençal» (journal du PS) le vendredi 28 novembre. Il faut remarquer, que depuis que les Caisses d'Épargne sont en grève, les journaux du PS et du PC passent de telles publicités avant chaque week-end !

politique

en bref

ACCIDENTS DU TRAVAIL «C'EST LA FAUTE DES OUVRIERS» DÉCLARENT LES PATRONS

«France-Soir» a réuni trois petits patrons autour d'une table. Ils sont «découragés, pleins de rancœur, inquiets». Pourquoi ? Parce qu'ils sont calomniés, «à la merci de l'inconscience et de la mauvaise volonté d'un personnel qui accepte plus ou moins bien les consignes de sécurité» dit l'un. L'autre approuve. La semaine précédente, il a fait une remarque sur la sécurité. L'ouvrier «m'a répondu par un bras d'honneur». Inconscience, mauvaise volonté, incorrection... Des imbéciles, des bêtes, des brutes, ces ouvriers... On dirait presque qu'ils le font exprès pour embêter leurs bons patrons si attentifs à leur sécurité.

Allez jusqu'au bout de votre pensée, gentils messieurs. Vous dites : «C'est de leur faute». Ayez le courage de dire : «Ils n'ont que ce qu'ils méritent, ces êtres de seconde zone, inconscients et impolis, qui s'amusent à risquer leur vie». Votre mépris ainsi s'exprimera au grand jour et vous serez clairement ce que vous êtes : doublement criminels. Assassins de la vie et assassins de la dignité de ceux qui, par leur travail, vous enrichissent.

G. MARCHAIS BRISEUR DE GRÈVE

L'Humanité du 2 décembre : «Aujourd'hui Georges Marchais en direct du comité central à TF1 - 13 heures». Sous ce titre une note : «Sous réserve de changement de programmes dû aux conséquences des grèves, qui ne touchent cependant pas le programme minimum, lequel prévoit un journal télévisé normal à 13 H». Un programme télévisé «normal» cela veut dire que Marchais devrait quand même passer à la TV. Mais cela veut dire aussi que tout se passe comme s'il n'y avait pas de grève, cela veut dire, que la grève est brisée.

Si le programme minimum avait normalement fonctionné, nous aurions vu Marchais... Marchais briseur de grève.

INTOLÉRABLE

Un unique grand titre barre la une du «Parisien Libéré» du 2 décembre :

En noir «120 000 fous encombrant les aîles». Encombrant. Quand quelque chose encombre, qu'est-ce qu'on fait ? On s'en débarrasse...

En rouge : «20 000 sadiques draguent vos enfants». Appel à la peur. Vos enfants sont en danger ; des sadiques les guettent, des sadiques les poursuivent, des milliers de sadiques les «draguent». Parents, tant qu'un pouvoir «fort» n'aura pas débarrassé la France de tous ces monstres, vous ne serez pas tranquilles...

C'est exactement comme cela qu'on acclimate un peuple à l'idée du fascisme. Intolérable.

les «Neuf» à Rome

LA DESUNION DE L'EUROPE

suite de la une

Unité politique de l'Europe ; sur quoi ? Certes l'accord semble réalisé sur cette élection du parlement européen. Mais ça ne pèse pas lourd puisque jamais la discussion n'a porté sur sa fonction, son pouvoir. Il est donc certain qu'il en aura encore moins que n'importe quel parlement national. Les débats et les divergences entre les «Neuf» ne pouvaient alors que porter sur la date des élections ! Question politique en effet fondamentale ! Symboliquement auront-elles lieu le même jour dans tous les pays ? Difficilement, le Danemark, pour des raisons «d'économie» et de meilleure participation au vote, souhaitant qu'elles se tiennent le même jour que ses élections nationales. Bref !

Les «Neuf» ont pris une autre décision : l'institution d'un passeport européen. Sans difficulté puisqu'il a autant de signification et d'utilité qu'une plaque «E» comme Europe sur les voitures ! Restait cependant à en fixer la couleur. Il ne pouvait paraître être vert, c'est trop arabe ; bleu c'est trop français ; rouge serait de mauvais goût ; il sera donc probablement «lie de vin» (sans allusion au vin italien ou français).

Mais si l'on examine les questions essentielles, le pro-

blème de l'avenir de l'Europe reste entièrement posé. Sur l'énergie, sur l'agriculture notamment les intérêts respectifs des «Neuf» conduisent toujours les plus puissants à se livrer à une lutte pour s'assurer le leadership de l'Europe. Et l'impérialisme français ne peut plus prétendre jouer le rôle politique mondial que lui réservait De Gaulle aux côtés des deux super-puissances. Sa force économique et militaire trop faibles ne lui en ayant pas donné les moyens. Schmidt faisait remarquer, sans formules allusives, il y a quelques semaines à Giscard, la faiblesse de la défense militaire classique de la France. Il est vrai que celle de l'Allemagne est nettement la meilleure de l'Europe.

Et ce n'est pas le seul aspect de la position de force de l'impérialisme allemand vis-à-vis de l'Europe. La puissance de son industrie, de son économie, que la construction du canal Rhône-Rhin contribuera à renforcer, permettent aujourd'hui à l'Allemagne de jouer un rôle de plus en plus décisif dans la politique européenne. Les «initiatives» de Giscard sur le Conseil Européen ou sur la conférence de Rambouillet ne se limitent-elles pas alors à proposer un cadre de discussions ou à prêter ses salles d'un château sans pour autant avoir les moyens de réellement

contrebalancer le poids grandissant de l'Allemagne.

C'est elle qui exerce des pressions croissantes en s'élevant contre l'augmentation des dépenses agricoles communes : elle refuse de «subventionner» les secteurs retardataires de l'agriculture européenne et propose un système de contrôle pour les limiter. L'impérialisme français se trouve ainsi réduit à une position défensive en souhaitant ce contrôle simplement indicatif.

La réunion de Rome avait gardé pour la fin le délicat problème de la participation à la conférence Nord-Sud, de la Grande-Bretagne. Si celle-ci veut défendre acharnement ses nouveaux intérêts de producteur de pétrole avec la mise en exploitation des gisements de la mer du Nord, elle doit s'affronter sur ce point à l'hostilité conjointe de la France et de l'Allemagne pour ce qui est de la communauté européenne. Sur ce dernier point également la concurrence que se livrent les impérialismes secondaires que sont les «grands» de l'Europe ne peut pas contribuer à l'avancée réelle de l'unité politique européenne. Car la question reste posée : quel pays sera en mesure d'en constituer l'ossature en exerçant sa suprématie ?

Fabien VAUDOIS

COMMENT ENTRER DANS L'EUROGROUPE SANS Y ENTRER

C'est le secrétaire de l'O-TAN, Joseph Luns, qui a lâché la bombe. «On peut trouver les moyens d'associer la France à la coopération en matière d'armement». Il s'agit de réintégrer l'Eurogroupe, institution de l'Alliance Atlantique destinée à harmoniser les politiques des pays européens en matière d'armement, harmonisation vis-à-vis de l'armement américain, bien sûr. La position du gouvernement giscardien, reflétant bien ses velléités, est plus tordueuse : il s'agirait de discuter politique d'armement commune, «à côté de l'Eurogroupe». Une affaire à suivre dans le cadre des concessions de l'impérialisme français à l'impérialisme US.

GINGEMBRE S'EN VA EN GUERRE

Le porte parole des PME a décidé de créer un «comité de défense des entreprises». Sont ainsi visés, pêle-mêle, «des juges qui passent leur temps à nous mettre en prison, la fiscalité qui nous écrase, les restrictions de crédit qui nous étouffent, les syndicats qui nous menacent». Ouf ! Vous avez oublié une chose dans votre liste, Gingembre, les ulcères de l'estomac et les crises cardiaques qui ne manqueront pas de vous torturer...

LE COMLOT DE SILENCE AUTOUR DES CASERNES

liberté pour les soldats emprisonnés

Après l'annonce d'une quinzième inculpation d'un soldat de Besançon par Gallut, juge d'instruction à la Cour de Sûreté de l'Etat, la bourgeoisie semble décidée à faire le black-out sur la répression qui s'organise contre le mouvement des appelés. Le ton est donné par le «Figaro» pour qui il s'agit «d'une affaire d'abord militaire». Ce qui veut dire que l'affaire étant entre les mains de la «justice» et des autorités militaires, il convient de ne pas gêner son bon déroulement. La thèse du complot international, de l'Allemagne au Portugal que ministres et généraux ont lourdement développé vient de recevoir un nouvel appui : celui du PS. Dans un premier temps, ce parti a fait donner successivement tous ses dirigeants pour se démarquer à tout prix du mouvement des appelés. Hier matin encore, Rocard expliquait à la radio que tout ce que les «socialistes» demandaient n'était que l'établissement de «commissions de soldats» tel qu'il en existe dans ces armées si démocratiques d'Allemagne et de Hollande. Mais c'est de Hernu qu'est venue la nouveauté : «Ces comités sont constitués pour provoquer des troubles dans l'armée. Certains d'entre eux travaillent avec les comités de soldats portugais...»

Pendant ce temps, la répression s'organise, à l'abri de ce silence. Ainsi, on apprend que de nombreux soldats, des troupes stationnées en RFA, ou de Cazaux, non compris dans les quinze, sont déjà en prison. A Besançon, les grilles de toutes les casernes sont fermées depuis trois semaines, la garde est parfois triplée, on installe des barbelés autour du 19° RG. Pour un appelé de ce régiment, «ils montrent leur affolement, et si jamais ils les condamnent aux cinq ans de prison, cela risque d'être la révolte dans la caserne». Pourtant, aujourd'hui, en l'absence de tout mouvement de soutien, bien des appelés ne veulent pas se manifester. Mais il ne faut pas s'y tromper, la colère monte chez les soldats.

La solidarité, c'est chez les travailleurs qu'elle commence à se manifester. Ainsi, lors des manifestations syndicales d'hier, le mot d'ordre «liberté pour les soldats emprisonnés» était repris. C'est surtout l'ampleur de la répression qui a frappé. A Austerlitz, certains postiers en discutent : «C'est justement au 99° de Besançon que j'ai fait mon service, et tel que nous étions traités, ça ne m'étonne pas que ça bouge». D'autres approuvent l'idée de syndicats, dans l'idée



ne plus jouer les briseurs de grève

qu'il est nécessaire que les soldats s'organisent. Mais ce sont surtout des questions politiques qui se posent. «Un mouvement de soldats, ce n'est pas la même chose que chez nous, parce que l'armée, ce n'est pas un patron. Pendant la grève des postes, l'armée s'est chargée de faire le tri à notre place». Un postier Martiniquais intervient : «Chez nous, pendant la grève des coupeurs de canne à sucre, les hélicoptères de la gendarmerie et de la légion fonçaient sur les ouvriers, pour dégager les sucreries. C'est ça, l'armée française». Quant à la gauche, et tout particulièrement le PS, «il ne faut pas compter sur eux. Ils ne

veulent pas qu'on puisse les accuser. Le PS, ça a été la grande dégonfle...»

Aujourd'hui, il faut dénoncer la répression massive contre les appelés, il faut briser le «vide sanitaire» que la bourgeoisie, affolée, instaure autour des casernes, il faut organiser le soutien aux soldats emprisonnés. Mais pour que le mouvement des appelés frappe fort et juste, pour que la solidarité se développe, il faut que les questions politiques concernant cette armée, armée de guerre civile et armée impérialiste, mais aussi instrument de défense, soient largement débattues.

Eric BREHAT

journée d'action
du 2 décembre

la volonté de lutte des travailleurs ne peut en rester là

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont défilé hier, pendant 3 heures, à Paris, montrant aux directions confédérales CGT-CFDT que la classe ouvrière avait bien d'autres choses en tête que d'accélérer simplement les négociations avec le gouvernement sur la retraite et la durée du travail !

C'est avec une grande force que de très nombreuses sections syndicales scandaient : «Les travailleurs ne paieront pas la crise», «contre le chômage, unité de la classe ouvrière», et même (dans les Services, les Postes, le Bâtiment...) «Libérez les soldats emprisonnés» ce qui contrait le mot d'ordre «Union, action, programme commun», lancé par le P(C)F.

Des travailleurs de la métallurgie reprenaient à différents moments «L'Internationale» mais aussi «L'Appel du Komintern», tandis que retentissait juste derrière les banderoles confédérales sous lesquelles s'avançaient Séguéy et Maireles cris de haine de classe des camarades du Bâtiment et de la Construction : «Patrons, assassins, en prison ! Assez de morts sur nos chantiers !». Malgré les consignes de dispersion des révisionnistes du P(C)F, sous couvert du Service d'Ordre CGT, de nombreux cortèges restèrent longtemps mobilisés, faisant retentir les boulevards de justes mots d'ordre, tels que «Contre le chômage, préparons l'offensive ouvrière !», repris notamment par des syndiqués de la Sécurité Sociale, de l'Assistance Publique, les Cheminots de Paris Sud-Est et surtout le cortège des PTT (Austerlitz, PLM, Carnot, Brune...) très militant... Tandis que se repliaient les très nombreuses banderoles déju-

AIR-FRANCE : VERS UNE NOUVELLE MOBILISATION

Plusieurs centaines de travailleurs d'Air France étaient à la manifestation sur des mots d'ordre tels que : «Union, action, révolution !», «Air France, le combat continue» et «qui c'est le guignol, c'est Pérol (leur nouveau PDG)». Deux délégués syndicaux nous dirent avoir été sanctionnés (retenus sur les salaires) pour fait de grève, d'autres ont été menacés de licenciement ou de mutation mais à chaque fois les travailleurs ont riposté. Alors qu'ils n'ont obtenu que 150 F pour un mois, au bout de six semaines de grèves, beaucoup sont écœurés disant, «les directions syndicales, y'en a marre, la prochaine fois on fera un comité de grève qu'on contrôlera nous mêmes». Le 17 décembre, alors que le comité central d'entreprise va statuer sur le sort de la compagnie, ils parlent de reprendre l'action et de la continuer au moment des fêtes.

général la plate-forme inter-confédérale au profit des «2 000 F mini, 300 F pour tous», des travailleurs de la FPA clôturaient le défilé par cette dénonciation : «FPA = parking pour chômeurs !»

Cette manifestation marque ainsi, malgré les limites qui lui étaient délibérément fixées par les dirigeants syndicaux de l'Union de la Gauche, la détermination des travailleurs pour une action plus vaste : c'est ainsi qu'on a pu voir converger vers le cortège des postiers, des ouvriers du Bâtiment, d'Air France que le Service d'Ordre avait voulu disperser contre leur gré, unissant leurs forces pour crier que «demain, le combat continue !»

un maire a Paris en 1977

...ET TOUJOURS UN PRÉFET DE POLICE

La question du statut de Paris était examinée hier à l'Assemblée Nationale. Cette réforme qui faisait partie des promesses électorales fait l'unanimité des partis bourgeois, de l'UDR au PCF.

Pour le PCF, c'est un progrès pour que la démocratie soit assurée, il suffirait que le maire de Paris ait les mêmes pouvoirs que les autres maires ! Mais est-ce que les habitants travailleurs qui habitent les autres villes ont plus de liberté, est-ce que leurs impôts locaux sont moins élevés ? A quelques nuances près, non.

Les pouvoirs des maires sont très limités et dans la majorité des cas (en tous cas, dans toutes les villes importantes), les

municipalités sont composées de politiciens bourgeois. Pour Paris, un maire, ce n'est pas ça qui va amener une amélioration même minime de la condition des travailleurs parisiens. (la manifestation qu'ils ont organisée hier en fait foi, voir notre compte-rendu en page «luttons ouvrières»).

Pourtant la bourgeoisie avait refusé jusqu'à maintenant que le statut de la ville de Paris soit le même qu'ailleurs. Le fait que Paris soit le siège du pouvoir d'Etat et en même temps la plus forte concentration populaire de France a conduit la classe dominante à une prise en main directe de la capitale. En 1358, à la suite de la révolte contre le roi dirigée par Etienne Marcel, Paris fut

privé de municipalité. Elle fut rétablie à la Révolution de 1789 et à nouveau supprimée en 1800, date à laquelle fut élaboré le statut en vigueur actuellement. Le préfet de Paris exprime, avec le mépris du bourgeois pour le peuple, que du fait de «La turbulence des Parisiens... cette ville n'a jamais été tout à fait une ville comme les autres.»

Si aujourd'hui le gouvernement peut envisager de redonner un maire à Paris, c'est, d'une part, que la centralisation des pouvoirs est beaucoup plus poussée, et que l'autonomie des communes sur tous les plans mais surtout en politique est très limitée, et c'est aussi que la capitale n'est plus de par sa composition une ville

populaire, mais une cité bourgeoise d'où les travailleurs sont chassés.

De plus, le gouvernement, en raison de l'importance de la capitale se garde un pouvoir de contrôle sur les questions les plus importantes. Le futur maire de Paris aura des pouvoirs encore plus limités que les autres maires de France : contrôle financier, maintien d'un préfet de police responsable du maintien de l'ordre qui restera ainsi sous la dépendance directe du ministère de l'Intérieur.

L'élection du maire n'est prévue que pour 77 mais elle a déjà donné lieu à une âpre bataille. Déjà l'élection à la présidence du Conseil en juin dernier avait vu les giscardiens

alliés à des centristes s'affronter à l'UDR qui l'avait emporté. Ces jours-ci chaque groupe s'est réuni séparément pour définir son plan de bataille. L'UDR (flanquée du CDP le groupement de Fontanet) entend conserver sa suprématie dans la capitale, alors que les giscardiens font cause commune avec les centristes et les radicaux pour tenter de gagner la mairie.

L'entreprise des Giscardiens de compenser la faiblesse de leur parti, face à leurs partenaires, par la main-mise sur de nombreuses municipalités, ne semble pas se faire facilement malgré l'actif concours du ministère de l'Intérieur ! De nouvelles joutes bourgeoises sont en perspective.

Serge LIVET

DEVANT 10 000 TRAVAILLEURS, LES DIRIGEANTS SYNDICAUX HUÉS PAR LES GRÉVISTES DE PARIS-RHÔNE

«PCF, trahison, une seule solution la révolution». Devant la bourse du travail, la manifestation du 2 se termine. Regroupés devant le cortège, 600 travailleurs autour de leurs banderoles, le poing levé, crient leur haine du révisionnisme : les grévistes de Paris-

Rhône auxquels se sont joints des ouvriers de Brandt, des Câbles, des PTT. Dès qu'une sonde essaie de lancer des mots d'ordre de soutien au programme commun, elle est couverte par les mots d'ordre anti-révisionnistes qui s'imposent à la manifestation. Devant plus

de 10 000 travailleurs, les dirigeants de la CGT sont mis en déroute et renoncent à leur prise de parole traditionnelle. Malgré leurs appels précipités à la dispersion, de nombreuses délégations restent sur place et écoutent. La manifestation inter-professionnelle du 2 décembre regroupe des travailleurs des PTT, de l'EDF, des cheminots, des communaux, mais aussi les ouvriers des Câbles, de Brandt, de Petercem, de Berliet, de Teppaz, etc... Les grévistes de Paris-Rhône y étaient venus la rage au cœur, le matin même, suite au sabotage de leur lutte par les dirigeants CGT, ils avaient dû voter la reprise pour mercredi.

Les camarades du PCR présents au côté des travailleurs de Paris-Rhône pendant toute leur grève, ont impulsé les mots d'ordre anti-révisionnistes massivement repris. Une fois de plus, en utilisant les méthodes qu'on lui connaît le PCF a brisé une lutte mais cette fois ça ne sera pas s'en y avoir laissé des plumes.



SAINT-GOBAIN, ORLÉANS : «DEHORS LES DIVISEURS DE LA CLASSE OUVRIÈRE !»

Hier après-midi, le P(C)F avait prévu de faire intervenir à l'intérieur de Saint-Gobain (en lutte depuis jeudi) leur responsables locaux et leurs élus. Pour eux, cette manœuvre aurait dû se réaliser sans problème (Saint-Gobain étant réputé pour être le «tief» du P(C)F à Orléans).

Tout était prêt avec même la chaise sur laquelle allait monter Noël Bizouerne, secrétaire fédéral du P(C)F accompagné de tout son bureau. Il commence à prendre la parole. A peine a-t-il prononcé quelques phrases que plusieurs travailleurs dont de nombreux militants syndicalistes s'écrièrent «dehors ! dehors ! vous n'avez pas à être ici, vous êtes des diviseurs de la classe ouvrière» beaucoup reprennent alors «dehors ! dehors !». Face à cette intervention, désarmé devant la passivité de nombreux syndicalistes CGT et même d'adhérents du P(C)F, le secrétaire fédéral s'est vu obligé de quitter sa chaise pour sortir de l'usine.

Cette intervention montre bien que les travailleurs de Saint-Gobain ne tiennent pas à ce que leur lutte serve les intérêts des défenseurs du programme commun. Leur volonté c'est de préserver l'unité qui est née de la lutte. A l'assemblée générale qui a suivi les ouvriers ont insisté sur

la nécessité de renforcer cette unité, unité syndicale CGT et CFDT mais surtout l'unité de tous ceux qui luttent, syndiqués et non-syndiqués. Ce 2 décembre fut donc un échec pour les révisionnistes du P(C)F, un succès pour les travailleurs de Saint-Gobain.

José GARCIA

CHEMINOTS, SOLIDAIRES DES USINES EN LUTTE !

A l'entretien des Aubrais, tous les gars étaient présents à 6 H pour le piquet de grève. Là on a décidé d'occuper l'atelier. Une motion a été lue puis portée au directeur, elle reprenait les revendications du manifeste du 18 novembre, par conséquent elle ne soulevait pas l'enthousiasme (il n'y est demandé que 1 700 F au lieu de 2 000 F). Deux alternatives étaient proposées : celle des révisionnistes du P(C)F dans la CGT qui appelait à une réunion des adhérents CGT pour se rendre ensuite à une manifestation de division et de récupération organisée en ville par la seule CGT.

L'autre alternative proposée par les syndicalistes révolutionnaires et reprise par des militants CGT et CFDT et des non-syndiqués, était de profiter de la journée d'action pour se rendre à l'usine Saint-Gobain afin d'y rencontrer les grévistes qui occupent. C'est ce qui s'est passé dans l'enthousiasme et tous les gars présents regrettaient de ne pas y être allés plus tôt : «Ça au moins, c'est utile, c'est du réel» déclarait un cheminot. «Voilà la voie qu'il nous faut prendre aujourd'hui, unir nos luttes ça correspond à ce qu'on veut !».

Correspondant SNCF
des Aubrais

santé

30 ANS DE SECURITE SOCIALE des avantages conquis par les travailleurs ...aux profits capitalistes

Avant la deuxième guerre mondiale, le système d'assurances sociales était très limité et conçu de manière assez anarchique. Encore était-il déjà le fruit de longues luttes de la classe ouvrière contre une bourgeoisie disposée seulement à accorder une assistance occasionnelle aux plus démunis.

C'est principalement après la guerre que s'est construit le système de Sécurité Sociale aujourd'hui en vigueur. Sous la pression d'une classe ouvrière qui avait contribué largement à chasser l'occupant nazi et vis à vis de laquelle la bourgeoisie ne pouvait qu'adopter une attitude plus souple, mais aussi pour d'autres raisons, non dénuées de tout intérêt pour les capitalistes :

- d'ordre démographique : le mauvais état physique de la population française, dû aux conditions de vie sous l'occupation et la nécessité d'encourager la reconstitution d'un capital humain décimé par la guerre, exigeait un effort sur le plan sanitaire et familial ;

- d'ordre économique : la situation des éléments âgés de la population,

plus nombreux en proportion qu'avant la guerre et de plus ruinés par les dépréciations successives de la monnaie, rendait urgente une solution des problèmes de la vieillesse.

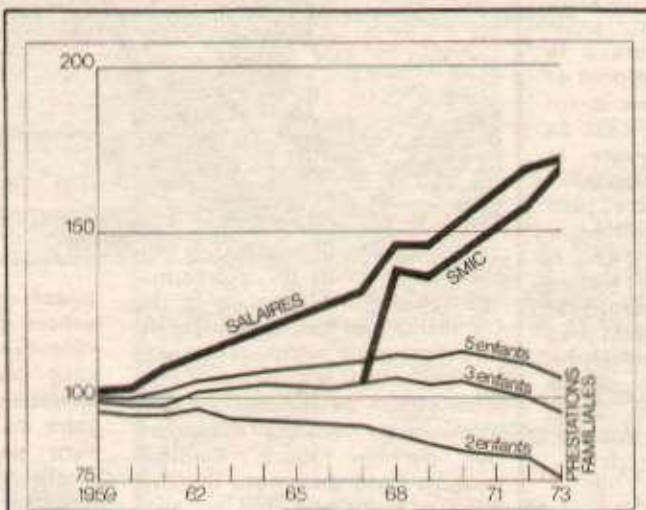
C'est pourquoi le système de sécurité sociale, mis en place à la sortie de la guerre, en 1946, est dès le départ, plein d'ambiguïté.

des avantages non sans contrepartie

30 ans après, l'ambiguïté apparaît encore plus clairement.

Certes, les travailleurs ont été, depuis 1946, mieux protégés qu'autrefois contre la maladie, aussi bien du point de vue financier que sanitaire. De même, les naissances, la vieillesse à moindre titre, ne posent plus aujourd'hui tout à fait les mêmes problèmes qu'au début du siècle.

Mais en contrepartie, l'intensification du travail subie par la classe ouvrière a été si inouïe que, avec le recul du temps, ces avantages sociaux



Ces chiffres INSEE, montrent la baisse importante des prestations familiales, et celle d'autant plus que l'augmentation des salaires est largement surestimée par l'INSEE.

concedés par la bourgeoisie apparaissent davantage comme une nécessité, dans le projet impérialiste français, de reconstruction de son économie et de concurrence avec les autres impérialismes...

Ainsi, la politique favorable aux naissances s'explique tout à fait par le besoin de bras pour les capitalistes.

la sécurité sociale sue le profit par tous ses pores

Si l'on y regarde de près, ce qui peut apparaître comme une prise en charge sociale de certains besoins des travailleurs, et donc comme quelque chose de positif, reste en fait tout à fait soumis aux exigences du profit.

D'une part, en effet, la plus grande partie de la médecine et des pharmaciens et la totalité des industries pharmaceutiques demeurent aux mains d'intérêts privés : ce sont eux - médecins ou trusts - qui empêchent les prestations de la sécurité sociale, c'est-à-dire les cotisations des salariés. A tel point qu'on peut dire que le développement de l'industrie pharmaceutique à l'échelle qu'on connaît aujourd'hui - sa concentration, sa puissance - date de la Sécurité Sociale.

De plus, la recherche du profit a entraîné une orientation prioritaire de la recherche médicale, de la production de médicaments vers les secteurs les plus rentables et non vers ceux qui sont les plus nécessaires et les plus efficaces pour la santé des travailleurs. La

sécurité sociale, en tant qu'organisme, y consacre une part négligeable de son budget, plus préoccupée de rentabilisation que de satisfaction des besoins.

Autre élément qui tient au fonctionnement du système : retraites, indemnités de chômage, partiel ou non, sont fonction du salaire et des cotisations, c'est-à-dire qu'au lieu d'assurer à chacun un minimum vital lui permettant de satisfaire ses besoins, elles sont souvent misérables pour les travailleurs et coquettes au contraire pour les cadres supérieurs et autres salariés du haut de l'échelle. Exemple révélateur que celui du complément familial versé aux fonctionnaires qui, à nombre d'enfants égal, est... proportionnel au traitement !

Frédéric Montagnat

LES PRESTATIONS : UN SALAIRE DIFFÉRÉ

Le niveau des cotisations «ouvrières» est certes resté assez stable depuis la Libération (6% en 1946, 6,5% dont 1% dé plafonné depuis 1967). Et il ne manque pas de défenseurs de la bourgeoisie pour souligner l'augmentation «sans commune mesure» des cotisations patronales dans la même période (de 22 à 28,7%). Mais l'argument est tout à fait fallacieux, car les cotisations (ouvrières ou patronales) ne constituent rien d'autre qu'un salaire différé, que l'ouvrier est censé récupérer sous forme de soins, ou de retraite... Or dans le même temps, les dépenses de santé n'ont cessé d'augmenter, pour le plus grand profit des médecins ou des trusts pharmaceutiques, à tel point que le pouvoir d'achat de ce salaire différé s'est considérablement dégradé. Le mécanisme des cotisations réparties entre l'employeur et le salarié n'aura servi en définitive qu'à masquer un appauvrissement de la classe ouvrière.

Ce qui se manifestait au lendemain de la guerre comme un progrès est ainsi aujourd'hui largement remis en cause. «Le droit à la santé pour tous», inscrit en préambule de la loi de 1946, apparaît de moins en moins effectif.



LES ORDONNANCES DE 1967

Les ordonnances du 21 août 1967 ont réformé l'organisation du régime général de la sécurité sociale, en séparant en trois branches distinctes l'assurance maladie, les allocations familiales, et l'assurance vieillesse. Elles ont de plus modifié les conditions de la gestion de cet organisme, jusque là assurée à 75% par les organisations syndicales, en accordant aux patrons la moitié des sièges.

En outre, une série de mesures directement contre les travailleurs a été prise, notamment la réduction du taux de remboursement des médicaments de 80 à 70%, et l'augmentation des cotisations par leur dé plafonnement.

A propos des ordonnances, deux choses sont à noter. D'abord le fait qu'elles avaient été précédées d'une intense campagne de presse en tout point semblable à celle à laquelle on assiste aujourd'hui, sur le «déficit de la sécurité sociale». Campagne qui visait, en mettant en avant un argument de gestion capitaliste, à masquer le vrai problème : la contradiction qui existe dès le début au sein d'une institution qui prétend assurer les besoins de santé des travailleurs, tout en satisfaisant les appétits de profit de l'industrie pharmaceutique et médicale.

Le second aspect des ordonnances à souligner, c'est la reprise en mains de la gestion par les patrons, qu'elles ont permise. «Coup fatal porté contre une organisation démocratique», disent les révisionnistes du PCF. Une telle appréciation est en fait une duperie, lorsqu'on regarde à quel point, dès avant 1967, la bourgeoisie pouvait y trouver largement son compte. En réalité, l'offensive patronale pour mieux contrôler la Sécurité Sociale s'explique tout à fait, lorsqu'on la replace dans l'évolution de l'économie française à l'époque. L'année 1967 marque en effet un tournant dans le développement du chômage et de l'inflation, le dernier acte d'une période où la bourgeoisie française avait tout fait pour répandre chez les travailleurs l'illusion que plus ils produiraient, plus il y en aurait pour eux. Les impératifs de restructuration de l'industrie entrant ouvertement en contradiction avec cette illusion, il était logique, de leur point de vue, que les patrons prennent les devants.

LE FAUX ARGUMENT DU «DÉFICIT»

Raisonné en terme de déficit, c'est toujours ce à quoi la bourgeoisie voudrait nous amener. Les travailleurs qui luttent pour imposer le maintien de leur emploi en savent quelque chose. De tels arguments évitent de poser la question de fond : à qui profite la S.S. ? Qui la finance ?

Néanmoins, lorsqu'on fouille un peu ces arguments, le capitalisme apparaît comme le seul accusé. En effet, le déficit de la S.S., c'est avant tout celui des régimes autonomes et spéciaux, qui n'ont plus suffisamment de cotisants pour financer les prestations versées à l'ensemble de leurs assurés. Ces régimes concernent en effet soit des salariés dans des secteurs que les capitalistes rentabilisent au maximum en réduisant les effectifs (mines, SNCF), soit des paysans, artisans ou petits commerçants, couchés laminés par le développement du capitalisme.

A cela s'ajoute aujourd'hui les cotisations non versées par le patronat (4 milliards de F en 1974) et le manque à gagner dû au développement considérable du chômage. En 1975, le «déficit» se chiffre à 4,8 milliards de Francs. On prévoit pour 1976, un «trou» de 9 milliards.

Les révisionnistes du PCF appellent cela les «charges indues», sous-entendu «que devrait financer le budget de l'Etat». C'est là-dessus que revient constamment le débat au Parlement. Mais pour les travailleurs qui financent aussi le budget par les impôts, qu'est-ce que cela changerait ?

le dé plafonnement

Parmi les solutions bourgeoises au déficit de la S.S., il en est une qui revient régulièrement : le dé plafonnement. De quoi s'agit-il ?

Prenons l'exemple des cotisations versées par les salariés. On a l'habitude de dire qu'elles sont égales à 6,5% du salaire. En fait, un salarié paie à la S.S. 6,5% de son salaire, si celui-ci ne dépasse pas un certain plafond (33 000 F en 1975, c'est-à-dire 2750 F/mois). Si son salaire dépasse le plafond, il paiera 5,5% du plafond, plus 1% de son salaire total. Dé plafonner les cotisations, c'est augmenter le pourcentage de cotisations calculées sur la rémunération totale.

Les cadres sont naturellement les grands bénéficiaires du plafonnement des cotisations. Aussi s'opposent-ils régulièrement à tout dé plafonnement.

le commissaire Broussard à Willoquet : «ON VA REGARDER LA FIN DU FILM ENSEMBLE...»



Presque comme dans le film, ça s'est passé presque comme dans le film... Il est 20 h 50, rue d'Oslo à Paris, lundi soir. Le commissaire Broussard et la brigade anti-gangs frappent à une porte : c'est celle de Willoquet ; il est recherché depuis 146 jours. Au même moment, sur FR3, Robert Hossein entre dans le restaurant de Sartet, son ennemi personnel et dégaîne. Que fait Willoquet alors ? Il éteint son poste. «Sors de là, Willoquet» lui crie le commissaire Broussard. Et sur FR 3 : «Tu sais Sartet, je te tiens maintenant, je t'avais dit que je t'aurais, je t'ai eu...» ; «C'est toi Broussard ? dit Willoquet derrière la porte. Rends-toi Willoquet, soit digne de ta réputation, sois un homme...» «Je me rends, tu es le plus fort... je me rends...» Willoquet s'est rendu, il n'est pas mort comme Sartet à la fin

du film. Mais le commissaire Broussard est un homme plein de délicatesse, il a eu conscience de priver son ennemi personnel d'une des plus belles démonstrations télévisées de sa brigade anti-gangs ; «On regarde la fin ensemble ?» lui a-t-il proposé. Willoquet n'a pas voulu, il faut dire que le dénouement du film de FR 3 était moins rose et Sartet moins compréhensif.

Broussard aura montré hier soir qu'il connaissait les programmes par cœur et qu'il savait pouvoir compter dessus pour se faire de la publicité. Hossein, par contre ne va la trouver à son goût ; Willoquet et le commissaire l'ont identifié à une image qui rappelle qu'avant Potemkine, il a servi d'autres intérêts que ceux des révisionnistes.

C. V.

une semaine de programmes

De nombreuses lettres nous sont parvenues pour faire remarquer que souvent les programmes sur une semaine ne sont pas assortis d'explications suffisantes. Pour la plupart, elles posent la question de la conception des programmes. Nous reviendrons en détails sur cette question, mais d'ores et déjà que remarquons-nous ! On peut classer en deux catégories les émissions qui sont diffusées.

Tout d'abord, celles dont le but est de délasser, qui le plus souvent transportent le téléspectateur dans un monde où les contradictions sont résolues d'elles-mêmes. C'est généralement le cas du film du dimanche soir, où alternent le comique ou l'aventure. On peut ranger les «variétés» dans cette catégorie. La bourgeoisie en attend principalement l'oubli de la journée de travail.

Le matraquage idéologique se concentre sur un certain nombre d'autres émissions sous différentes formes - débats ou enquêtes. Par exemple, «C'est à dire», cette semaine, invite Marchais. Le plein-feu sera fait sur la lutte des appelés qui est à l'ordre du jour en ce moment. Cette semaine, c'est Marchais, l'homme politique dont la bourgeoisie a besoin, que Morouzy s'est empressé d'inviter à son magazine de mardi.

Dans la même veine, ce sont «les dossiers de l'écran» qui, jusqu'à ces dernières semaines, modifiaient généralement leurs thèmes au profit de l'actualité. Les grandes campagnes revien-

nent inlassablement. Les appels au renforcement policier, comme «l'inspecteur mène l'enquête», les films comme «Virginie», les émissions sur la délinquance et la violence, en sont l'exemple le plus criant.

D'autre part, la télévision s'adresse de manière particulière à des couches spécifiques du peuple. Pendant la deuxième quinzaine d'octobre, c'est le problème de la femme, par exemple qui a été traité. On se souvient de «la femme de Jean». Avec les émissions de l'après-midi, il s'agit de toucher les ménagères, et les enfants le mercredi. Le feuilleton «ces grappes de ma vigne» s'adresse, quant à lui, aux viticulteurs. Avec «changement de saisons» c'est la question du travail «libérateur» qui a été abordée. Mercredi soir, c'est la question des rapports médecins-malades qui sera traitée. Pour le début de la semaine, comment le programme a-t-il été fait ? Lundi soir, sur FR3, la «brigade anti-gangs» et sur TF1 «la chaîne» de la même trempe, sur le fond, que «l'homme perdu». En fait, il s'est produit une inversion par rapport à la semaine dernière. Comme on le voit, il n'y a pas de différences entre les chaînes. Il n'est pas possible par exemple de n'en regarder qu'une pour échapper à la campagne débütée sur une autre, elle trouve inévitablement sa place sur les autres canaux.

L'étude de ces programmes est riche et nous y reviendrons. Claude VILLARD

programme

MERCREDI 3 DÉCEMBRE

TF 1
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - TOUS LES JOURS DE LA VIE
22 h 00 - RECHERCHE D'UN HOMME
23 h 00 - JOURNAL et fin

A 2

19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - MANNIX
21 h 30 - C'EST A DIRE
23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3

19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 30 - LES ORGUEILLEUX hommage à G. Philippe
22 h 10 - JOURNAL et fin

JEUDI 4 DÉCEMBRE

TF 1
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - SHAFT
21 h 40 - SATELLITE
23 h 25 - JOURNAL et fin

A 2

19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LA PASSION D'ANNA KARÉNINE
23 h 40 - JOURNAL et fin

FR 3

19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 30 - UN FILM UN AUTEUR «Lumière sur Piazza»
21 h 50 - JOURNAL et fin

feuilleton

LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

Il y a bientôt un an 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettait en place. Son travail conduit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée ; Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec les mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

Une maison où vivent des mineurs Marocains, près de Oignies. Par terre, c'est juste du ciment. Les WC sont dehors, ils n'ont pas de porte. Dans la pièce commune qui sert de chambre, des lits et des vestiaires d'usine en guise d'armoire. Pour ces ouvriers qui travaillent toute la journée dans des tailles qui n'ont pas plus de 80 centimètres de haut, il n'y a pas de chaises, seulement des tabourets. «Les chaises, ça coûte trop cher, ils n'ont qu'à s'appuyer contre les murs», répondent les Houillères aux réclamations de certains délégués. Ils sont 6 à vivre dans cette baraque, ils viennent tout du même village, de la province de Khenifra. Plusieurs étaient agriculteurs,

un menuisier, un autre a été receveur de bus. Ils sont tous très jeunes, 20 à 25 ans, l'âge de la plupart des mineurs marocains en France. Leur femme n'a pas pu venir ; les Houillères ne leur permettent pas de faire venir leur famille.

C'est Saïd, le menuisier qui raconte comment ils ont été embauchés. L'organisation du recrutement témoigne de la collaboration étroite entre les autorités réactionnaires du Maroc et l'impérialisme français, pour l'exploitation des travailleurs marocains : «Un jour, nous avons su qu'à la Mairie de notre village, on demandait des personnes désirant travailler en France. Tous ceux qui n'ont pas de travail s'inscrivent, certains qui en ont, aussi. Nous ne savions pas dans quelle entreprise nous serions avait été mal faite et trop incomplète de la France, nous n'avons pas hésité à déposer nos candidatures, c'était un peu l'espoir, quoi.

L'avis d'appel pour le recrutement est affiché à la mairie. Il y a aussi quelqu'un qui passe avec un tambourin dans le village. Il y a beaucoup de jeunes qui répondent à l'appel. Quand il y a les avis d'appel, on ne nous dit pas que c'est pour la mine. On pense que l'on va travailler dans des usines. On nous traite comme des bêtes. On nous fait mettre en rands. Là, c'est à

vue d'œil. On regarde les gars qui ont l'air le plus costaud et on les met de côté. Les agents de recrutement disent : celui-là, oui, celui-là il nous le faut... Quand on est choisi, on nous met un coup de tampon sur la poitrine ; ceux qui recrutent dans le village, ce sont des Français, ce sont des représentants des Houillères, comme M... Il choisit sur place. Il nous a dit : «En France, ce sera bien. Vous serez bien payés, bien logés...»

Il y a des jeunes marocains opposés au régime réactionnaire d'Hassan II qui veulent venir en France : jeunes ayant participé aux grandes manifestations lycéennes, jeunes étudiants, ils risquent la prison. «Le jour du recrutement, ils s'habillent comme les paysans, avec des djellahas. Mais, ils sont facilement reconnaissables, car les recruteurs discutent dans les rangs pour voir si les candidats sont calés ou pas. Il y a même eu des histoires là-dessus, il y a des bagarres parce que les recruteurs ne veulent pas prendre des gars qui parlent bien le français. Ils demandent si nous savons lire et écrire le français et même l'arabe. Dans notre village, beaucoup ont été à l'école, beaucoup savent parler français. Quand on a passé la dernière visite médicale à El Boundja (Casablanca), il y a un Français qui a dit : qui com-

prend bien le Français ? Beaucoup ont dit : on comprend. Il a dit : «Vous avez de la chance qu'on vous envoie en France parce qu'il n'aiment pas les ouvriers qui comprennent bien le Français». Moi, à la visite, j'ai bluffé en imitant la tête de mule.

On passe la visite médicale : taille, poids, respiration. Ça, c'est la première. «Bon si t'es apte au boulot, on te convoque pour une deuxième visite médicale. Avec mes amis, 3 mois plus tard, nous avons été convoqués à la 2^e visite médicale, semblable à la première, mais cette fois à Marrakech. quelques uns furent recalés. Ce sont des médecins français et des médecins marocains qui font passer la visite».

A ce moment-là, on nous a dit d'attendre pour la dernière visite médicale. Une attente qui a duré presque 3 années. Il y a des gars qui attendent comme ça depuis 68 et qui n'ont pas encore été embauchés. Le dernier contrôle a lieu à Casablanca, il est beaucoup plus sévère que les deux précédents. On est venu jusqu'à Casablanca, on ne savait pas encore qu'on allait travailler dans la mine. Ils ne nous ont pas donné notre contrat avant Orly. Jusqu'à Orly, on ne savait toujours pas qu'on allait travailler à la mine.

(à suivre)

notre sélection télévision

Ce soir Marchais est invité à «C'est-à-dire». Le principe de l'émission est de traiter à chaud de l'actualité. Elle sera sans doute centrée sur les soldats. Un «grand témoin» donne son opinion, commente, après qu'on lui ait présenté une série de sondages qui doivent en principe refléter l'image qu'ont de lui les français. Marchais va donc se prêter à ce petit jeu, c'est une publicité gratuite.

Beaucoup plus intéressant sur TF 1, à 20 h 30 : «Tous les jours de ma vie». Ce film télé s'attaque à une question intéressante. Il pose le problème des rapports malades médecins.

C'est une question qui, dans la société capitaliste se pose pour tous les travailleurs qui connaissent la façon dont le système médical les traite lorsqu'ils ont affaire à lui.

international

**ESPAGNE :
SYNDICALISTES ARRÊTÉS**

En réalité cette nomination est à interpréter dans le cadre des rivalités aiguës qui opposent ultras et partisans d'une certaine libéralisation. Cette nomination ne tranche pas de manière décisive dans un sens ou dans l'autre, même si d'aucuns méditent sur le fait que Miranda ne s'est pas mouillé aux côtés des ultras depuis un certain temps, même si ces ultras étaient plutôt favorables à une reconduction du mandat de Valcarlos, considéré comme plus fidèle au franquisme, jusqu'au boutiste. Le choix de Miranda est un choix d'attente qui laisse planer pour certains l'illusion qu'il pourrait être l'inspirateur de grandes réformes constitutionnelles et pénales, mais qui dans la réalité n'aura, au moins dans l'immédiat, que peu de poids. Pour deux raisons : la première, c'est que les élections des Cortès ont été repoussées jusqu'en mars 76 et que ce sera une occasion de voir où en est le rapport de forces entre les différents clans du franquisme ; et par conséquent de renouveler le conseil du royaume qui, à l'heure actuelle, est dans sa majorité ultra. Tel qu'il

est composé aujourd'hui, en tout cas, il est le symbole même de la continuité du fascisme.

La seconde raison, c'est que le choix significatif des prochains jours, sera le choix du chef de gouvernement, puisque ce sera lui qui sera à la tête du Mouvement National et non Juan Carlos, et que le roi ne présidera pas les conseils de ministre. C'est à travers le choix de cette personnalité qu'on y verra peut-être plus clair dans la lutte des différentes factions franquistes. A l'heure actuelle, Juan Carlos pratique un savant dosage, de même qu'il alterne quelques libéralisations et la poursuite de la répression ; mais, par les arrestations récentes, Juan Carlos montre bien ce qu'il est, le continuateur du franquisme.

Si subtil que veuille être le jeu de piano de Juan Carlos, les peuples d'Espagne savent bien quelles sont ses touches préférées et feront voler en éclats toutes les manœuvres continuistes.

Hélène VARJAC

Angola les armes soviétiques changent la situation

«Nous ne pouvons ignorer quelques importantes quantités d'armes soviétiques entrent en Angola (...)

Nous ne permettrons pas que la détente devienne un subterfuge au service des intérêts d'une seule partie» s'écrie Kissinger. «La détente ne signifie pas (...) la fin de la lutte (...) contre les ingérences étrangères et l'oppression», répond la Pravda, organe du Parti révisionniste d'URSS.

«Nous n'avons pas un seul canon. Aujourd'hui nous recevons des armes de partout», déclarait Savimbi en septembre. La CIA avoue aider l'UNITA et le FNLA. Alors s'organisa une contre-offensive, au Nord d'abord où le FNLA marche sur Luanda, au Sud ensuite où, à la fin du mois d'octobre, une colonne blindée équipée par l'Afrique du Sud, remontait, avec des troupes du FNLA et de l'UNITA vers Luanda.



Chacun tente de légitimer son agression par l'agression de l'autre. L'histoire de la guerre civile de ces derniers mois est un acte d'accusation contre l'un et l'autre, ennemis de l'indépendance du peuple angolais.

DES DATES MARQUANTES

A partir de mars 75, la ville de Luanda fut le siège de combats très meurtriers entre le Front National de Libération de l'Angola (FNLA) et le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA), malgré les accords de janvier qui établissaient un gouvernement d'Union Nationale. Pour mettre un terme à ces combats les accords de Nakuru sont signés entre les trois mouvements, en juin 75. «Les trois parties sont condamnées à s'entendre» déclarait un représentant du MPLA. Autrement dit aucune n'avait les moyens militaires d'éliminer l'autre.

C'est à ce moment que l'URSS livre une grande quantité d'armes au MPLA, qui lui permettent le 17 juillet de «nettoyer» Luanda de toutes les forces du FNLA et de l'UNITA.

Au mois d'août les troupes du FNLA se réorganisaient, renforcées par des fascistes portugais.

La colonne était brusquement stoppée il y a une semaine, au sud de Luanda ; le FNLA était repoussé au Nord. Depuis l'indépendance de l'Angola, le 11 novembre, les livraisons d'armes soviétiques s'étaient encore intensifiées, comprenant des chars (les plus gros sur le théâtre des opérations) des lance roquettes de 122 mm, sans doute même des missiles Sam 7. 1.200 cubains ont débarqué à Luanda, bientôt suivis de 400 conseillers soviétiques. Ce sont les armes soviétiques qui ont permis au MPLA de bloquer l'offensive des deux autres mouvements équipés de pied en cap par les États-Unis et les autres pays occidentaux dont la France.

L'URSS a cherché à détourner à son profit la lutte pour l'indépendance du peuple angolais, et déclenché une escalade dans la guerre civile, conduisant au massacre de milliers d'angolais, dont le seul mobile est de savoir qui, des États-Unis ou de l'URSS, dominera l'Angola, foulant au pied l'indépendance de l'Angola, conquise après cinq siècles de lutte anti-colonialiste.

Grégoire CARRAT

laos

dissolution du gouvernement provisoire et du conseil politique



La dissolution du gouvernement d'Union Nationale et du Conseil Politique National de Coalition a été annoncée mardi à Vientiane. D'importantes manifestations de masses avaient exigé cette mesure au cours des derniers jours. Comme tout au long des mois qui ont suivi la signature des accords de Vientiane, en février 73, ce sont les masses qui ont joué un rôle décisif dans cette décision, sous la direction du Parti Populaire Révolutionnaire. Elles avaient exigé l'application intégrale des accords de Vientiane, la formation d'un gouvernement provisoire et du Conseil Politique. L'arrivée des troupes du Front Patriotique Lao à Vientiane avait permis le développement d'importants mouvements qui ont renversé les féodaux réactionnaires, soumis à l'impérialisme américain. Dans le courant de l'été

passé, les États-Unis ont dû retirer définitivement les organismes comme l'USAID qui tout au long de la guerre avaient servi l'agression. L'histoire du Laos, depuis la signature des accords, est celle d'une lutte de plus en plus massive du peuple lao pour arracher toutes les racines de la politique néo-coloniale. Le point d'appui de ces luttes est la victoire remportée par le Front Patriotique Lao et la population des zones libérées contre l'agression américaine, les forces armées du Front garantissant la sécurité du mouvement des masses. Aujourd'hui, ce sont les dernières racines qui doivent être arrachées, par le rejet de l'économie néo-coloniale. Le gouvernement de coalition a joué son rôle. Le peuple lao exige d'exercer tout le pouvoir.

G.C.

**ONU
LA RÉSISTANCE
PALESTINIENNE INVITÉE**

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a décidé de maintenir des observateurs militaires dans la zone entre les forces syriennes et sionistes. Cette décision est assortie d'une exigence de la Syrie : la participation de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) à «un débat sur l'ensemble du problème du Proche-Orient, y compris la question palestinienne», qui se tiendra le 12 janvier au Conseil de Sécurité. Cependant, l'impérialisme américain a réussi à faire supprimer de la décision du Conseil de Sécurité l'allusion aux débats de l'Assemblée Générale de l'ONU, qui ont reconnu l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien, et cette année, caractérisé le sionisme comme une forme de racisme. Encore le représentant des États-Unis a-t-il trouvé une formule pour indiquer qu'il ne s'associait pas à l'invitation de l'OLP.

On se souvient que, parmi les trois résolutions adoptées en novembre par l'Assemblée Générale des Nations-Unies, l'une indiquait que l'OLP, en tant que seul représentant du peuple palestinien, devait être associée à tous les efforts de l'ONU en vue de régler le problème du Proche-Orient : le problème palestinien est le problème principal dans cette région, et en conséquence la paix et la sécurité y dépendent de la reconnaissance de ses droits nationaux, affirmait l'Assemblée Générale.

A la délégation de l'OLP à Paris, que nous avons interrogée, on estime que toute initiative qui confirme cette résolution constitue une aide à la lutte du peuple palestinien, et on range la décision du Conseil de Sécurité dans ces initiatives. Les camarades palestiniens font également remarquer que les États-Unis se trouvent placés dans une position intenable, du fait qu'ils continuent à nier l'existence et la représentativité de la résistance, alors que la communauté internationale l'accepte pleinement : cette situation dénote le poids de plus en plus grand pris par la lutte du peuple palestinien, et plus largement celle des peuples arabes, et du mouvement de libération nationale dans le monde.

On ajoute qu'à l'égard de l'accord égypto-sioniste, qui comportait une reconnaissance politique de l'État sioniste par l'Égypte, et constituait une initiative bilatérale, sans participation des autres parties arabes, l'invitation de l'OLP au débat du Conseil de Sécurité constitue un échec pour les conséquences que les États-Unis comptaient en retirer.

Il ne faudrait cependant pas que ceux qui comptent amener l'OLP à la table de négociation pour la faire renoncer à son objectif fondamental de libération de la Palestine se fassent d'illusions : à la délégation de Paris, on rappelle à cette occasion que l'essentiel reste la lutte.

**le quotidien
du peuple**

en bref

**la visite
en Chine
de Ford**

A l'occasion de la visite du président des États-Unis, le vice-premier ministre de la République Populaire de Chine, Teng Hsiao Ping, a notamment déclaré au cours d'un discours : «Si elle se poursuivait, la rivalité pour l'hégémonie conduirait infailliblement à la guerre mondiale». Rappelant que «stratégiquement, l'Europe est l'enjeu de cette rivalité» qui oppose Moscou et Washington pour la domination du monde, Teng Hsiao Ping a dénoncé «les belles phrases sur la détente» qui «ne peuvent camoufler cette réalité absolue qu'est le danger de guerre grandissant». Il s'opposait ainsi à la tentative soviétique de faire croire à une ère de paix, au moment même où cette puissance, visant à empiéter sur le domaine américain, développe à toute allure son armement et ses préparatifs de guerre.

URSS : CRISE ÉCONOMIQUE

Le responsable du plan a présenté au soviet suprême d'URSS son rapport pour l'année. Il en ressort d'abord que la récolte des céréales a été catastrophique, au point que Garbuzov n'a pas cité un seul chiffre à ce sujet. Ensuite, les prévisions pour l'année prochaine sont très pessimistes : la croissance de la production va baisser de moitié. Particulièrement, pour faire face à ses difficultés, la nouvelle bourgeoisie soviétique entend faire porter cette réduction de la production sur les biens de consommation mis à la disposition des masses populaires : les difficultés économiques ne sont pas un phénomène réservé aux vieux capitalismes, elles touchent également le capitalisme restauré d'URSS. Et dans les deux cas, la solution est la même : faire payer la crise au peuple.

**U.S.A.
LE POIDS DE LA CRISE
RETOMBE SUR
LES TRAVAILLEURS**

10 millions de chômeurs totaux ou partiels. 26 % des noirs américains sont touchés par le chômage.

augmentation record des prix des articles de consommation : 1,3 % depuis juillet (2,3 % pour la viande, la volaille, les poissons ; 2 % pour le lait par exemple), 1,2 % pour les frais médicaux.

46 millions d'américains vivent dans la misère : 15 millions subsistent avec les maigres «bénéfices de sécurité sociale», 17 millions avec des tickets de vivres du gouvernement, plus de 20 millions de personnes âgées luttent pour survivre.

On paye maintenant 164,6 dollars un article que l'on payait 100 dollars il y a 8 ans.